ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 9 août 1990, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "portant organisation du contrôle des services de police et de renseignements", a donné le 30 août 1990 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 9 augustus 1990 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende de organisatie van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten", heeft op 30 augustus 1990 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PRELIMINAIRE.

Le Conseil d'Etat ne peut manquer de relever la difficulté créée par le fait que le projet instaure des contrôles de la manière dont les services visés exercent leurs missions, avant que celles-ci aient toutes été définies.

En effet, il n'existe actuellement pas de texte législatif qui détermine les missions de la Sûreté de l'Etat. Cette lacune est de nature à diminuer l'efficacité du contrôle qui devrait être opéré.

Selon les explications fournies par les délégués du Gouvernement, celui-ci aurait l'intention de définir ces missions, ainsi que le statut des agents de la Sûreté de l'Etat, dans un proche avenir et l'avis donné par le Conseil d'Etat sur le présent projet conditionnerait largement le contenu des futurs textes législatifs et réglementaires relatifs à ces questions.

D'un point de vue logique, cependant, pareille méthode n'est peut-être pas la meilleure.

OBSERVATIONS D'ORDRE LEGISTIQUE.

1. Le numérotage doit être continu, sans articles "bis" [1].

2. Vu le contenu de l'article 61, il conviendrait d'intituler le chapitre VI : "Dispositions transitoire et modificative".

---

[1] Un article porte un numéro "bis" lorsqu'il est inséré par un texte modificatif. Ce ne sera évidemment pas le cas pour l'avant-projet.

3. L'avant-projet fait dans son texte français un abus de majuscules. Il faut écrire, par exemple, "procureur du Roi", "auditeur militaire", "ministres", "Comité supérieur de contrôle".

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

L'intitulé qui devrait figurer avant l'arrêté de présentation, semblerait pouvoir être mieux rédigé comme suit :

"Loi organique du contrôle des services de police et de renseignements".

PREAMBULE .

Le visa de l'avis du Conseil d'Etat doit être supprimé, cet avis devant être annexé à l'exposé des motifs.

Quant à l'accord du Ministre du Budget, il n'est pas d'usage de le viser dans le préambule de l'arrêté de présentation d'un projet de loi.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Tel qu'il est rédigé, l'article ne concerne que "les citoyens". Au surplus, sa version française vise les droits qui sont garantis par la Constitution et "des lois", alors que la version néerlandaise porte plus justement "de la loi". La restriction du bénéfice du contrôle aux citoyens ne se justifie pas, notamment au regard de l'article 128 de la Constitution et de l'article 1er de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Par ailleurs, l'article 1er et le premier alinéa de l'article 2 gagneraient à ne former qu'un seul article qui pourrait être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Afin de garantir la protection des droits que la Constitution et la loi confèrent aux personnes et d'assurer la coordination et l'efficacité des services de police et des services de renseignements, il est créé, d'une part, un comité permanent de contrôle des services de police et, d'autre part, un comité permanent de contrôle des services de renseignements.

A chacun de ces comités est attaché un service d'enquêtes.

Article 2.

Tel qu'il est rédigé, le texte de l'alinéa 2 paraît exclure le contrôle dans trois hypothèses :

1Elorsqu'il aurait à s'exercer sur "les actes et décisions relevant de l'action publique pour l'application des peines" [2];

2Elorsqu'il porterait sur les autorités judiciaires elles-mêmes;

3Elorsqu'il aurait pour objet les actes accomplis par les autorités judiciaires.

On peut se demander si l'exclusion du contrôle dans la première hypothèse correspond totalement à l'économie générale de l'avant-projet car elle semble devoir faire échapper au contrôle tout acte qu'un officier ou un agent accomplirait spontanément pour la recherche des infractions.

Quant à l'exclusion des actes accomplis par les autorités judiciaires, elle paraît devoir résulter déjà de l'exclusion du contrôle sur ces autorités elles-mêmes.

---

[2]Les mots "pour l'application des peines", qui sont empruntés à l'article 1er de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale, font en réalité double emploi avec le qualificatif "publique" donné à l'action et sont d'ailleurs archaïques (voir Franchimont, Jacobs et Masset, "Manuel de procédure pénale", Liège, édition du Jeune Barreau, 1989, pp. 35 et suivantes, et la note 2, p. 35).

Le Conseil d'Etat se demande si le texte suivant ne suffirait pas à traduire plus simplement les intentions des auteurs de l'avant-projet :

"Article 2.-

Le contrôle organisé par la présente loi ne porte ni sur les autorités judiciaires ni sur les actes accomplis par celles-ci dans l'exercice de l'action publique. Il n'est pas substitué aux inspections ou aux contrôles organisés par d'autres lois ou en vertu de celles-ci".

Article 3.

1. Le procédé retenu par l'avant-projet pour la définition des services de police et des services de renseignements consiste, en partie, à énumérer des polices ou des services et, en partie, à englober les autres dans une définition qui se veut générale.

Hormis la désignation des services habituellement considérés comme des services de police et des services de renseignements, ce procédé risque de prêter à confusion.

Comme il ne semble pas matériellement possible de faire une énumération complète et limitative des services visés (l'exposé des motifs en dénombre soixante à l'heure actuelle), mieux vaudrait s'abstenir de s'engager tant soit peu dans cette voie.

2. Selon le 2E, les services de renseignements comprennent "l'administration de la Sûreté de l'Etat ..., le service général de la sécurité et du renseignement du ministère de la Défense nationale", ainsi que "les membres de ces services", et "tout service public et leurs membres ...".

Il faut omettre de la rédaction de ce texte l'indication des membres de ces services parce qu'il n'y a pas de personnes qui répondent à cette définition.

Par ailleurs, il n'existe pas d'autre service de renseignements que celui de la Sûreté de l'Etat et celui qui relève du Ministre de la Défense nationale, l'appellation exacte de ce dernier service étant : "Service général du renseignement et de la sécurité". S'il était dans les intentions du législateur de rendre le texte en projet applicable à des services de renseignements ou de sécurité qui seraient créés ultérieurement, le texte en projet devrait être modifié.

Il n'y a donc pas lieu de viser "tout service public".

La rédaction suivante est proposée :

"Article 3.-

Au sens de la présente loi, on entend :

1Epar "services de police", outre la police communale, la police judiciaire près les parquets et la gendarmerie, les services relevant d'autorités publiques et d'organismes d'intérêt public, dont les membres sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire ou d'agent de police

judiciaire;

2Epar "services de renseignements", l'administration de la Sûreté de l'Etat du ministère de la Justice et le Service général du renseignement et de la sécurité du ministère de la Défense nationale.

Sont assimilées à des services de police pour l'application de la présente loi, les personnes qui ont qualité à titre individuel pour rechercher et constater des infractions".

Article 4.

1. Il y a peut-être un inconvénient pratique à ce que les deux comités permanents créés par l'avant-projet, ainsi que leurs services d'enquêtes respectifs, soient désignés dans la suite du projet par le même vocable. Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier s'il ne faudrait pas compléter l'expression "le Comité permanent" par un indice de reconnaissance, par exemple une lettre. Dans la suite du présent avis, pour des raisons de clarté, le Comité permanent de contrôle des services de police sera qualifié de "Comité permanent P" et le Comité permanent de contrôle des services de renseignements, de "Comité permanent R".

2. Le texte de l'alinéa 1er ne traduit pas exactement les intentions des auteurs de l'avant-projet, telles qu'elles sont exprimées dans l'exposé des motifs.

Mieux vaudrait écrire : "... tous nommés alternativement par la Chambre des Représentants et par le Sénat".

3. La dernière phrase de l'alinéa 1er gagnerait à être rédigée comme suit : "Les premières nominations sont faites par la Chambre des Représentants".

4. A l'alinéa 3, le pluriel ne se justifie ni au 1E ni au 4E : "1E être Belge [3]; ... 4E avoir son domicile ...".

5. Au 5E, l'expression "domaines proches" est particulièrement vague et gagnerait à être précisée.

Le texte suivant est proposé :

"5Eavoir une expérience d'au moins cinq ans dans des fonctions judiciaires, administratives ou scientifiques en rapport avec les activités des services de police ou de renseignements".

6. Dans l'alinéa 4, les auteurs de l'avant-projet font une énumération très complète des assemblées auxquelles les membres et leurs suppléants ne peuvent appartenir et

[3]La majuscule, ici, s'impose en français.

précisent que ceux-ci ne peuvent "occuper un mandat public conféré par élection".

Il paraît plus simple d'écrire :

"Les membres et leurs suppléants ne peuvent occuper aucun mandat public conféré par élection".

Ni dans le texte de l'avant-projet, ni dans le texte qui vient d'être proposé, l'incompatibilité ne frappe les personnes qui exercent certaines fonctions publiques importantes sans qu'elles leur aient été conférées par élection, par exemple un membre non parlementaire du gouvernement national, un gouverneur de province, un bourgmestre nommé en dehors du conseil communal.

Dans la deuxième partie de l'alinéa 4, par ailleurs rédigée de façon assez confuse, l'adjectif "rémunéré" s'explique mal car si l'emploi ou l'activité risque de mettre en péril l'indépendance de la fonction, il importe peu que l'activité soit rémunérée.

Il est donc proposé d'écrire en un alinéa 5 :

"Ils ne peuvent exercer d'emploi ou d'activité public ou privé qui pourrait mettre en péril l'indépendance ou la dignité de la fonction. Ils ne peuvent être membres ni du Comité permanent de contrôle des services de renseignements, ni d'un service de police, ni d'un service de renseignements".

Les observations et propositions de texte ci-avant valent mutatis mutandis pour l'article 26.

Article 5.

1. L'alinéa 1er, première phrase, doit être rapproché de l'article 54, aux termes duquel les membres des Comités permanents jouissent d'un statut et d'un régime de pension identiques à ceux d'un conseiller à la Cour des comptes. On peut se demander si l'article 54 rend encore nécessaire la précision relative à la fonction de plein exercice. De toute façon, il serait étrange que la fonction de suppléant soit, elle aussi, une fonction de plein exercice.

Il est donc suggéré d'omettre la précision à l'article 5 et d'écrire, à la première phrase :

"Les membres du Comité permanent P et leurs suppléants sont nommés pour un terme de cinq ans renouvelable une fois".

2. La première phrase de l'alinéa 3 serait mieux rédigée comme suit :

"Le mandat qu'un membre cesse d'exercer est achevé par son suppléant".

Les mêmes observations valent pour l'article 27.

Article 6.

Paragraphe 1er.

1. La répartition des compétences entre les différents ministres n'étant pas au pouvoir du législateur mais à celui du Roi, il se recommande de désigner les ministres compétents par leurs attributions et non par leur titre. On écrira donc, par exemple, au 1E : "le Ministre qui a le Comité supérieur de contrôle dans ses attributions, pour le service d'enquêtes du Comité supérieur de contrôle;".

2. Au 3E, a, mieux vaudrait écrire : "l'exercice, par les services de police, des missions de police judiciaire et des missions de police administrative lorsqu'elles sont relatives aux étrangers".

Il n'y a plus, en effet, de "police des étrangers" comme telle.

3. Au 3E, c, dans le texte français, l'expression "l'exercice, par la gendarmerie des missions de sûreté de l'Etat" est impropre. Mieux vaudrait écrire, comme dans l'exposé des motifs, "l'exercice, par la gendarmerie, de missions qui se rapportent à la sûreté de l'Etat". Et dans le texte néerlandais : "de uitoefening door de rijkswacht, van opdrachten die de veiligheid van de Staat betreffen".

Paragraphe 2.

Au 2E, il serait préférable de suivre la formulation de l'article 1er de la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, et d'écrire : "le procureur du Roi, pour les officiers et agents judiciaires dont la résidence est établie dans son arrondissement".

*
* *

Certaines des observations qui précèdent s'appliqueront d'elles-mêmes à l'article 28.

Sous-section III.

L'intitulé devrait être "Missions" et non pas "Compétences", pour prévenir toute équivoque. Les membres des Comités permanents n'ont, en effet, pas de compétences judiciaires.

La même observation vaut pour l'intitulé de la sous-section III de la section première du chapitre III.

Article 7.

Le texte gagnerait à être rédigé comme suit :

"Le Comité permanent P agit soit d'initiative, soit à la demande de la Chambre des Représentants, du Sénat, du ministre compétent ou de l'autorité compétente".

Dans le texte néerlandais, il faudrait écrire : "Kamer van Volksvertegenwoordigers".

Les mêmes observations valent pour l'article 29.

Article 8.

1. A l'alinéa 1er, les mots "Dans le cadre de sa mission" sont superflus et doivent être omis.

2. Au même alinéa 1er, il est proposé d'écrire : "Le Comité permanent P enquête sur les activités et les méthodes des services de police ...".

3. Le texte français de l'alinéa 1er serait plus précis et correspondrait d'ailleurs mieux au texte néerlandais s'il exceptait les "directives en matière de politique de recherche et de poursuite des infractions et en matière de politique se rapportant à la police administrative".

4. Les ordres journaliers, qui entrent dans une catégorie particulière de documents en usage à la Défense nationale, sont certainement compris dans les catégories de documents visés par le texte. Il serait cependant utile que l'exposé des motifs le confirme.

5. L'article 8 et l'article 12 confient tous deux un pouvoir d'enquête, l'un au Comité permanent, l'autre au service d'enquêtes.

Il serait souhaitable que le Gouvernement et le législateur délimitent avec plus de précision les pouvoirs respectifs du Comité, d'une part, et ceux du service d'enquêtes, de l'autre.

6. Il semblerait préférable que l'enquête porte non seulement sur les activités mais aussi sur les méthodes des services de police.

7. A l'alinéa 2, pour éviter toute confusion, il serait préférable d'écrire : "Le Comité permanent remet au ministre compétent ou à l'autorité compétente, selon le cas, un rapport relatif à chaque mission".

8. Mieux vaudrait, à l'alinéa 3, écrire symétriquement à l'alinéa 1er : "... qui portent sur les textes, les activités ou les méthodes qui seraient de nature à mettre en péril les objectifs visés à l'article 1er".

9. A l'alinéa 4, il semble étrange que le Comité permanent puisse prendre l'initiative d'un échange de vues avec le ministre compétent car il ne peut évidemment pas requérir la présence de celui-ci au même titre que les Chambres législatives. Il est donc suggéré d'écrire, de manière à bien distinguer les deux hypothèses que le texte implique :

"Le ministre compétent ou l'autorité compétente peut, à propos des rapports d'enquête, organiser un échange de vues avec le Comité permanent P. Celui-ci peut proposer lui-même qu'un tel échange de vues soit organisé".

Les mêmes observations valent, mutatis mutandis, pour l'article 30.

Article 9.

1. Le 1E et le 3E ont été intervertis soit dans le texte français, soit dans le texte néerlandais.

2. Le texte néerlandais devrait, comme le texte français, citer nommément la Chambre des Représentants et le Sénat [4].

3. Dans le texte français, dans la phrase introductive et au 2E, il faudrait écrire : "la Chambre des Représentants" (1).

4. Au 1E (F) et 3E (N), la dernière phrase devrait être omise, le soin étant laissé à chaque assemblée d'organiser la publication du rapport (1).

Article 9bis.

La rédaction suivante est proposée :

"En vue de préparer leurs conclusions d'ordre général, la Chambre des Représentants et le Sénat peuvent se faire communiquer tout dossier d'enquête, selon les modalités et aux conditions qu'ils déterminent et qui visent notamment à préserver le caractère confidentiel des dossiers".

La même rédaction devrait être adoptée pour l'article 31bis.

[4] La même observation vaut pour l'article 31.

Article 10.

On voit mal que le Comité permanent P puisse imposer au ministre de donner un avis "dans un délai qu'il estime raisonnable".

Si l'intention des auteurs de l'avant-projet est de ne pas permettre au ministre compétent ou à l'autorité compétente d'empêcher la publication d'un rapport ou des conclusions d'un rapport en retardant indéfiniment la transmission de son avis, la seule solution concevable est que la loi détermine elle-même le délai à l'expiration duquel le Comité permanent pourra passer outre.

2. Il serait plus conforme à l'intention reflétée par l'exposé des motifs d'écrire en français "divulguer" au lieu de "rendre public" qui a une portée beaucoup plus générale.

Le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Les mêmes observations valent pour l'article 32.

Article 11.

A l'alinéa 2, il serait préférable d'écrire "lorsqu'ils remplissent une mission de police judi

ciaire ..." et, plus loin, "... sont soumis à la surveillance du procureur général près la Cour d'appel ou de l'auditeur général près la Cour militaire".

La même observation vaut pour l'article 33, alinéa 2.

Article 12.

Il est proposé de diviser l'article en trois alinéas et de le rédiger comme suit :

"Sur décision du Comité permanent P ou d'initiative, auquel cas il en informe sans délai le président du Comité permanent P, le service d'enquêtes des services de police, ci-après dénommé "le service d'enquêtes P", contrôle, par des enquêtes, le fonctionnement des services de police.

Il examine les plaintes et dénonciations des particuliers qui ont été directement concernés par l'intervention d'un service de police. Tout fonctionnaire, toute personne exerçant une fonction publique et tout membre des forces armées directement concerné par des directives, des décisions ou des modalités d'application de celles-ci ainsi que par des méthodes ou des actions, peut porter plainte ou faire une dénonciation sans devoir en demander l'autorisation à ses chefs ou à ses supérieurs hiérarchiques.

D'initiative ou sur réquisition du procureur du Roi, de l'auditeur militaire ou du juge d'instruction

compétent, il effectue, en concurrence avec les autres officiers et agents de police judiciaire et même avec un droit de prévention sur ceux-ci, les enquêtes sur les crimes et délits à charge des membres des services de police".

Le texte proposé appelle les brefs commentaires suivants.

1. A l'alinéa 2 (2E de l'avant-projet), il a été précisé par quoi le fonctionnaire, la personne exerçant une fonction publique et le militaire sont concernés.

2. Le même alinéa a pour fin essentielle de permettre, sans l'autorisation du chef ou du supérieur hiérarchique, la dénonciation d'un fait non constitutif d'un délit. Il va de soi que la disposition ne pourrait pas être comprise a contrario comme dérogeant à l'article 29 du Code d'instruction criminelle et, d'ailleurs, à l'article 19 de l'avant-projet lui-même. Peut-être serait-il bon de le préciser dans l'exposé des motifs.

3. Il va de soi que l'article 34 devrait être rédigé sur le modèle du texte proposé ci-avant.

Article 13.

1. Il serait plus cohérent de présenter les différents alinéas de l'article dans l'ordre suivant :

- l'alinéa 3 deviendrait l'alinéa 1er;
- l'alinéa 1er deviendrait l'alinéa 2;
- l'alinéa 6 deviendrait l'alinéa 3;
- l'alinéa 5 deviendrait l'alinéa 4;
- l'alinéa 4 deviendrait l'alinéa 5;
- l'alinéa 2 deviendrait l'alinéa 6.

2. A l'alinéa 1er (devenant 2), il serait préférable d'écrire : "pour un terme de cinq ans renouvelable une fois".

3. A l'alinéa 2 (devenant 6), il serait préférable d'écrire : "Il peut être révoqué par le Comité permanent P".

4. La formule de l'alinéa 3 (devenant premier) devrait être améliorée. Il suffirait d'écrire : "... s'il n'a été pendant cinq ans magistrat, membre d'un service de police ou si, comme fonctionnaire, il ne peut faire valoir une expérience utile d'au moins cinq ans dans des fonctions en rapport avec les activités des services de police ou de renseignements".

5. A l'alinéa 4 (devenant 5), mieux vaudrait écrire, selon la formule usuelle : "Il conserve ses droits à la promotion et à l'avancement de traitement".

6. Le Conseil d'Etat se demande, à propos de l'alinéa 5 (devenant 4), si la formule employée, dans les termes particulièrement vagues où elle est rédigée, ne risque pas de prêter à une appréciation n'offrant pas toutes les garanties d'objectivité aux candidats.

Au surplus, on peut douter de sa compatibilité avec l'article 61, § 1er, de l'avant-projet qui vise à rendre applicables aux "services d'enquêtes" et par là-même aux chefs de ceux-ci, les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

7. L'alinéa 6 (devenant 3) devrait être rédigé comme il est d'usage, c'est-à-dire de la façon suivante :

"Avant d'entrer en fonctions, le chef du service d'enquêtes P prête, entre les mains du président du Comité permanent P, le serment prescrit par l'article 2 du décret du 30 juillet 1831".

8. Ainsi que les délégués du Gouvernement en sont convenus, l'article devrait porter une condition d'âge.

Les mêmes observations valent pour l'article 35.

Article 14.

La rédaction suivante est proposée :

"Le chef du service d'enquêtes P dirige celui-ci et

y répartit les tâches.

Il est chargé des relations avec le Comité permanent P dont il reçoit les missions et auquel il transmet les rapports.

Il est chargé des relations avec les autorités judiciaires dont il reçoit les réquisitions et auxquelles il transmet les procès-verbaux visés à l'article 19".

L'article 36 devrait être rédigé sur le modèle du texte proposé pour l'article 14.

Article 15.

1. Les alinéas 1er et 2 seraient mieux rédigés comme suit :

"Sauf dans les cas prévus aux articles 12, 3E, et 19, le chef du service d'enquêtes P informe le ministre compétent et l'autorité compétente qu'une enquête est effectuée.

Il transmet un rapport au Comité permanent P, à la fin de chaque mission d'enquête".

2. Etant donné le nombre prévisible des "cas prévus aux articles 12, 3E, et 19", la restriction portée par l'alinéa 3 risque d'être extrêmement importante dans la pratique. Elle n'est guère compréhensible non plus si on la rapproche de l'article 57 relatif au secret professionnel auquel les membres des comités permanents sont tenus. En

outre, il est paradoxal que ce soit au chef du service d'enquêtes qu'il appartienne de déterminer discrétionnairement les "informations qui sont nécessaires à l'accomplissement par le Comité permanent de ses missions".

Enfin, il y a une certaine contradiction entre l'alinéa 3 de l'article 15 et l'article 9bis qui permet à la Chambre des Représentants et au Sénat de se faire communiquer "tout dossier d'enquête", ce qui laisserait supposer que la Chambre et le Sénat pourraient être mieux informés des activités du service d'enquêtes P que le Comité permanent P lui-même.

L'article gagnerait donc à être revu et précisé.

Les mêmes observations valent pour l'article 37.

Article 16.

1. L'alinéa 2 n'indique pas quels seront le statut administratif et le statut pécuniaire des agents dont il prévoit le détachement. Certes, ainsi que l'exposé des motifs l'énonce, le pouvoir du Comité permanent de nommer et de révoquer les membres du service d'enquêtes peut être considéré comme impliquant celui de fixer leur statut. Il se recommanderait cependant que le législateur fixe lui-même les éléments essentiels de ce statut et, notamment, les droits que les agents conserveront quant à leur situation dans leur administration d'origine, dont ils ne seront que détachés.

Sous réserve d'être complétée par les éléments statutaires dont il vient d'être question, la rédaction suivante est proposée :

"Ils sont, pour moitié au moins et pour un terme renouvelable de cinq ans, détachés d'un service de police ou d'une administration dans laquelle ils ont acquis une expérience d'au moins cinq ans dans des fonctions en rapport avec les activités des services de police ou de renseignements".

2. L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Les membres du service d'enquêtes prêtent le même serment que le chef du service".

Les mêmes observations valent pour l'article 38.

Article 18.

L'article, qui a trait essentiellement au pouvoir du Comité permanent P de classer sans suite les plaintes ou les dénonciations et ne vise qu'accesssoirement la délégation de ce pouvoir au chef du service d'enquêtes, n'est pas à sa place dans la section II.

On observera, à cette occasion, qu'aucune disposition de la section première, sous-section III, ne charge expressément le Comité permanent P de recevoir les plaintes qu'aux termes de l'article 12, 2E, le service d'enquêtes "examine". Il y a là, dans la conception de l'avant-projet,

une anomalie qui pourrait donner à penser que les pouvoirs du chef du service d'enquêtes sont plus considérables qu'il n'y paraît [5].

Sous cette réserve, l'article serait mieux rédigé comme suit :

"Sous réserve de l'article 19, le Comité permanent P peut décider de ne pas donner suite à une plainte ou à une dénonciation manifestement non fondée [6]. Il peut déléguer ce pouvoir au chef du service.

La décision est motivée. Elle est notifiée à la partie qui a déposé la plainte ou fait la dénonciation".

La même observation vaut pour l'article 39.

Article 19.

L'alinéa 1er déroge à l'article 29, alinéa 1er, du Code d'instruction criminelle. Cette dérogation est évidemment au pouvoir du législateur qui y a déjà eu recours, s'agissant de certains fonctionnaires d'administrations fiscales, dans l'alinéa 2 de l'article 29, lui-même inséré par l'article 107 de la loi du 4 août 1986.

---

[5] Voir, dans le même sens, l'observation 2 sous l'article 15 et l'observation sous l'article 23.

[6] Cette précision, apportée par l'exposé des motifs, doit évidemment figurer dans le texte lui-même.

Mieux vaudrait écrire, en prenant partiellement modèle sur l'article 29, alinéa 1er, précité :

"Lorsqu'un membre du service d'enquêtes a connaissance d'un crime ou d'un délit, il en dresse un procès-verbal qui est transmis sur-le-champ, par le chef du service d'enquêtes, au procureur du Roi, à l'auditeur militaire ou au juge d'instruction, selon le cas.

Le chef du service d'enquêtes en informe la personne qui a porté plainte ou qui a fait la dénonciation, ou l'autorité qui a requis le Comité permanent P".

La même observation vaut pour l'article 39bis.

Article 20.

1. En ce qui concerne son emplacement, l'article appelle la même observation que celle formulée à propos de l'article 18. Lui aussi aurait mieux sa place dans la sous-section III de la section première, puisqu'il a trait à des communications qui sont faites en vue de permettre au Comité permanent P d'exercer sa mission.

2. Le texte français et le texte néerlandais de l'alinéa 2 divergent. Le texte néerlandais omet, d'ailleurs, une phrase entière, qui n'est pas sans importance.

Les mêmes observations valent pour l'article 40.

Section III.

L'intitulé de la section III n'est guère approprié au contenu de celle-ci. Mieux vaudrait écrire "Procédures d'investigation".

La même observation vaut pour la section III du chapitre III.

Article 22.

Paragraphe 1er.

L'alinéa 1er prévoit l'audition de toute personne, "en respectant les privilèges de juridiction et les immunités prévus par ou en vertu de la Constitution et par les lois".

Cette formule est fort imprécise.

Les délégués du Gouvernement n'ont pu apporter aucune explication qui permette de la comprendre correctement.

La phrase est, par ailleurs, mal rédigée en français et en néerlandais.

L'alinéa doit être entièrement revu.

De toute façon, dans la première partie de la phrase, il faut écrire : "Le Comité permanent P et les membres du service d'enquêtes entendent toute personne dont ils estiment l'audition nécessaire ...".

Paragraphe 2.

1. Il conviendrait, à l'alinéa 1er, de faire référence à l'article 934, alinéa 2, du Code judiciaire et d'écrire : "... après avoir prêté le serment prévu à l'article 934, alinéa 2, du Code judiciaire".

2. Dans l'alinéa 2, la formule : "Le Comité permanent peut obliger ..." est peu heureuse. Il est proposé d'écrire :

"Les membres des services de police sont tenus de révéler au Comité permanent P les secrets dont ils sont dépositaires, à l'exception de ceux qui concernent une information ou une instruction judiciaire en cours.

Si le membre du service de police estime devoir garder le secret dont il est dépositaire parce que sa révélation risquerait de faire courir un danger physique à une personne, la question est soumise au président du Comité permanent P, qui statue".

Paragraphe 3.

Il n'est pas prévu que les experts ou les interprètes ont à prêter serment. On peut se demander si cette omission est volontaire, alors que la référence que fait le paragraphe 4 à l'article 9 de la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires semble impliquer un tel serment.

Paragraphe 4.

1. A l'alinéa 1er, dans le texte français, il faut écrire "la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires est applicable ...".

2. Les alinéas 2 et 3 doivent être intervertis.

Les mêmes observations valent pour l'article 42, § 4.

3. A l'alinéa 3, les mots "ou son remplaçant" sont malencontreux car ils pourraient laisser croire que le président empêché aurait le pouvoir de se faire remplacer par un membre du Comité et non par le vice-président.

La même observation vaut pour l'article 25, alinéa 2, et pour l'article 42, § 4, alinéa 3.

Article 23.

L'alinéa 2 participe, comme d'autres dispositions, d'une vision peu claire de la distribution des responsabilités entre le Comité permanent et le service d'enquêtes. Le rapport hiérarchique qui semble devoir faire prévaloir le premier sur le second appellerait, d'une part, que les textes visés à l'article 8, alinéa 1er, soient transmis plutôt au Comité permanent qu'au chef du service d'enquêtes et, d'autre part, que l'alinéa tout entier soit transféré dans la sous-section III de la section première et, par exemple, dans l'article 8, où il trouverait une place d'autant plus logique que cet article, en son alinéa 1er, a trait précisément au droit d'enquête du Comité permanent sur les règlements et les directives internes des services de police.

Quant à la rédaction même de la disposition, il vaudrait mieux écrire :

"Les services de police transmettent d'initiative au Comité permanent P les règlements et directives internes ainsi que tous les documents réglant le comportement des membres de ces services. Le Comité permanent a le droit de se faire communiquer les textes qu'il estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission" [7].

[7] La rédaction proposée est inspirée de l'article 23, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et de l'article 16, alinéa 2, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

La même observation vaut pour l'article 43.

Article 24.

Le texte néerlandais de cet article devrait être adapté ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 25.

Alinéa 1er.

Les membres du service d'enquêtes ont, en vertu de l'article 17, la qualité d'officier de police judiciaire, avec tous les devoirs et toutes les prérogatives qu'y attache le Code d'instruction criminelle. Cela étant, l'alinéa 1er ne peut que prêter à équivoque pour l'interprète qui tenterait de lui découvrir une portée propre. Mieux vaudrait le supprimer.

Alinéa 2.

L'alinéa 2 ne reproduit pas les restrictions que porte l'article 22, § 2, alinéa 2, pour le cas où la révélation d'un secret serait de nature à faire courir un danger physique à une personne. Or il semble qu'un pareil risque existe également en matière de saisie de documents.

Par ailleurs, à la différence également du même article 22, § 2, alinéa 2, la disposition ne contient pas non plus de restriction à propos des documents qui concerneraient une information ou une instruction judiciaire en cours.

Les mêmes observations valent pour l'article 44.

Article 28.

Outre les observations homologues qui ont été faites à propos de l'article 6, l'article appelle les remarques complémentaires suivantes :

1. Dans la phrase introductive du texte français, les mots "de la loi" doivent être omis.

2. Le 3E est sans objet pour les raisons exposées à l'article 6.

SOUS-SECTION III.

L'intitulé doit être modifié comme l'intitulé de la sous-section III de la section première du chapitre II, comme cela a été suggéré à propos de cette sous-section.

Article 29.

L'article devrait être rédigé comme suit :

"Le Comité permanent R agit soit d'initiative, soit à la demande de la Chambre des Représentants, du Sénat ou du ministre compétent".

Article 30.

L'alinéa 3 ne devrait pas pouvoir être compris en ce sens que la loi reconnaîtrait implicitement le fait que les services de renseignements recourent, dans l'exercice de leurs activités, à des méthodes illégales. Il est proposé de le rédiger comme suit, en deux alinéas :

"Le rapport comprend des conclusions qui portent sur les textes, les activités et les méthodes des services de renseignements.

Il signale les éventuelles infractions commises et les actions qui seraient de nature à mettre en péril les objectifs visés à l'article 1er".

Article 33.

A l'alinéa 2, dans le texte français, il faut écrire "service de renseignements" et non pas "services de police".

Article 42.

Dans le texte français, il faudrait écrire, comme dans le texte néerlandais, "et les membres du service d'enquêtes".

Dans le texte néerlandais, il faudrait écrire, comme dans le texte français : "Het Vast Comité I en ...".

Article 45.

La partie la plus importante de la règle contenue à l'alinéa 2 est manifestement l'organisation de réunions communes deux fois l'an. Il vaudrait donc mieux écrire :

"Ils tiennent au moins deux fois l'an des réunions communes à l'occasion desquelles des informations complémentaires peuvent être échangées".

Afin d'éviter, dans le texte néerlandais, le double emploi du verbe "uitwisselen", mieux vaudrait écrire à l'alinéa 1er : "De Vaste Comités verstrekken elkaar informatie over ...".

Article 46.

1. La phrase introductive serait mieux rédigée comme suit :

"Lors de leurs réunions communes, les Comités permanents exercent conjointement les missions ...".

2. Il est proposé de rédiger le 1E comme suit :

"1Eà l'égard des services qui exercent tant des missions de police que des missions de renseignements;".

3. Au 2E, il faut écrire "missions" au lieu de "compétences".

4. Le 3E serait mieux rédigé comme suit :

"3Epour toute question qui leur est soumise soit par une requête commune émanant des ministres qui ont l'Intérieur, la Justice et la Défense nationale dans leurs attributions respectives, soit par une requête de la Chambre des Représentants ou du Sénat;".

5. Au 4E, le texte traduirait mieux, dans la rédaction suivante, les intentions que les délégués du Gouvernement ont exposées :

"4Epour toute question que chaque Comité permanent estime ne pas relever de ses compétences exclusives;".

6. Au 5E, il vaudrait mieux écrire :

"5Epour toute question qui est considérée par un Comité permanent comme suffisamment importante pour rendre nécessaire une réunion commune".

7. L'alinéa 2 est rédigé d'une manière équivoque car il pourrait laisser accroire que chaque Comité permanent rédige un rapport séparé à propos de chaque réunion commune. Cette éventualité ne correspond pas, selon l'exposé des motifs, à l'intention des auteurs du texte.

Il vaudrait donc mieux écrire :

"Un rapport est rédigé conjointement par les Comités permanents lors de chaque réunion commune. Ce rapport peut comporter des avis et des recommandations. Il fait l'objet des transmissions prévues aux articles 8, 9, 30 et 31".

Article 48.

L'article serait plus conforme aux intentions exprimées dans l'exposé des motifs et rédigé plus correctement sous la forme suivante :

"Les Comités permanents réunis peuvent décider de confier des enquêtes aux deux services d'enquêtes ou à l'un d'eux. Ils reçoivent les rapports sur toutes les enquêtes effectuées".

Article 49.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Chaque Comité permanent examine les plaintes qui lui sont adressées par ses anciens membres ou par les anciens membres des services d'enquêtes qui estiment avoir fait l'objet de mesures préjudiciables en raison des fonctions qu'ils ont remplies dans les Comités permanents ou dans les services d'enquêtes".

Article 50.

Alinea 1er.

Les dépenses afférentes aux Comités permanents et aux services d'enquêtes doivent, conformément à la règle de l'universalité budgétaire inscrite à l'article 115, alinéa 2, de la Constitution, être portées au budget de l'Etat. Le principe de la spécialité budgétaire - qui est impliqué par l'article 116 de la Constitution en tant qu'il prohibe les transferts - s'oppose à ce que des crédits nécessaires à couvrir ces dépenses soient confondus avec ceux des assemblées législatives, les Comités permanents et les services d'enquêtes créés par le projet étant bien distincts de ces assemblées. Il convient donc d'imputer les dépenses en question sur un article ouvert spécialement à cette fin au

tableau du budget des dotations. Rien n'interdit, évidemment, que les dotations de la Chambre des Représentants et du Sénat soient réduites à concurrence du montant des crédits ouverts pour les Comités permanents et les services d'enquêtes, si telle est bien l'intention du législateur.

La rédaction suivante est proposée :

"Les crédits nécessaires au fonctionnement des Comités permanents et des services d'enquêtes créés par la présente loi, sont inscrits au budget des dotations".

Article 51.

Le texte est incomplet, de l'aveu même des délégués du Gouvernement. Il gagnerait à être rédigé comme suit :

"Chaque Comité permanent nomme et révoque le greffier et les membres de son personnel administratif ainsi que les membres du personnel du service d'enquêtes.

Il a autorité sur le greffier et sur les membres de son personnel. Il peut déléguer cette autorité en tout ou en partie à son président ou, à l'égard des membres de son personnel, au greffier.

Chaque chef du service d'enquêtes a autorité sur les membres de son personnel administratif".

Article 53.

A l'alinéa 1er, mieux vaudrait écrire : "Chaque Comité permanent arrête ..." plutôt que "détermine ...".

A l'alinéa 2, il faut écrire "Chambre des Représentants".

Article 54.

Si l'intention des auteurs de l'avant-projet est effectivement d'assimiler à tous égards les membres des Comités permanents aux conseillers à la Cour des comptes, il serait préférable de rédiger l'article en visant expressément les articles correspondants de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes.

Article 55.

Mieux vaudrait écrire dans le texte français : "conservation des archives", plutôt que "garde des archives".

Article 56.

Il serait préférable de rédiger l'article de la manière suivante, sur le modèle de l'article 92 de la nouvelle loi communale :

"Il est interdit aux membres des Comités permanents d'être présents à la déliberation sur des objets auxquels il ont un intérêt personnel ou direct ou auxquels leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré ont un intérêt personnel ou direct".

Article 57.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"L'article 458 du Code pénal est applicable aux membres des Comités permanents, aux greffiers, aux membres des services d'enquêtes et à tout le personnel administratif pour tous les faits dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions".

Article 58.

1. Au paragraphe 1er, il y a lieu d'écrire "... instituant le congé politique".

2. Le paragraphe 2 serait mieux rédigé de la manière suivante :

"§ 2. Les magistrats de l'ordre judiciaire peuvent être nommés membres du Comité permanent de contrôle des ser

vices de police et membres du Comité permanent de contrôle des services de renseignements.

L'article 293 du Code judiciaire n'est pas applicable à ces nominations; l'article 308, alinéas 1er, 2, 4 et 5, et l'article 309 du même Code leur sont applicables".

Article 59.

1. Il est proposé de rédiger l'alinéa 1er comme suit :

"Son président excepté, chaque Comité permanent comprend autant de membres d'expression française que de membres d'expression néerlandaise".

2. La référence de l'alinéa 2 au rôle linguistique auquel appartient chaque président ne sera pas nécessairement adéquate, notamment si le président est un magistrat et non un fonctionnaire. Il vaudrait mieux recourir au critère moins caractérisé qui a été retenu à l'article 33 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage et à l'alinéa 1er de l'article 59 lui-même : "être d'expression française ou d'expression néerlandaise". On écrirait donc :

"Le président d'un des Comités permanents est d'expression française, le président de l'autre, d'expression néerlandaise".

Article 60.

La rédaction suivante est proposée :

"Par dérogation aux articles 16, alinéa 2, et 38, alinéa 2, les premières nominations des membres des services d'enquêtes sont faites à la suite de détachement d'un service de police, d'un service de renseignements ou d'une administration, pour autant que soient réunies les conditions d'expérience imposées par ces dispositions".

Article 61.

Pour autant que de besoin, on se reportera à l'observation faite à propos de l'article 13, alinéa 5.

Quant au paragraphe 2, il appartiendra au Gouvernement et aux chambres législatives d'apprécier s'il convient de consacrer une disposition spéciale à la constatation d'une évidence.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

De Raad van State ziet zich genoodzaakt te wijzen op de moeilijkheid die ontstaat doordat het ontwerp controles instelt op de wijze waarop de bedoelde diensten hun taken uitoefenen, alvorens deze allemaal zijn omschreven.

Op dit ogenblik bestaat er immers geen wettekst die bepaalt wat de taken zijn van de Veiligheid van de Staat. Die leemte kan de doelmatigheid van de controle die zou moeten worden uitgeoefend aantasten.

Volgens de uitleg die de gemachtigden van de Regering hebben verstrekt zou het in de bedoeling van de Regering liggen die taken te omschrijven en het statuut van het personeel van de Veiligheid van de Staat in de nabije toekomst vast te stellen, en zou het advies van de Raad van State over dit ontwerp grotendeels bepalend zijn voor de inhoud van de toekomstige wets- en verordeningsteksten in verband met die kwesties.

Logischerwijs kan zulke werkwijze niet de beste zijn.

OPMERKINGEN VAN WETGEVINGSTECHNISCHE AARD.

1. De artikelen moeten zonder onderbreking worden genummerd zonder dat daarbij gebruik wordt gemaakt van artikelen "bis" [8].

2. Gelet op de inhoud van artikel 61, zou hoofdstuk VI als volgt moeten luiden : "Overgangs- en wijzigingsbepalingen".

3. In de Franse tekst van het voorontwerp worden onnodig veel hoofdletters geschreven. Men schrijve bijvoorbeeld : "procureur du Roi", "auditeur militaire", "ministres", "Comité supérieur de contrôle".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Het opschrift dat aan het indieningsbesluit zou moeten voorafgaan, zou beter luiden als volgt :

"Wet tot regeling van het toezicht op de politie- en inlichtingendiensten".

[8] Wanneer een artikel wordt ingevoegd door een wijzigingstekst, wordt het een artikel "bis". Zulks is uiteraard niet het geval met het voorontwerp.

AANHEF.

De verwijzing naar het advies van de Raad van State dient te vervallen aangezien dit advies bij de memorie van toelichting dient te worden gevoegd.

Het is niet gebruikelijk dat in de aanhef van het indieningsbesluit van een wetsontwerp wordt verwezen naar het akkoord van de Minister van Begroting.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het artikel heeft, zoals het geredigeerd is, alleen betrekking op "de burgers". Bovendien is in de Franse tekst sprake van de rechten die zijn gewaarborgd door de Grondwet en de wetten, terwijl in de Nederlandse tekst met meer recht "de wet" te lezen staat. Er is geen reden om het toezicht beperkt te houden tot de burgers, met name gelet op artikel 128 van de Grondwet en op artikel 1 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Voorts zouden artikel 1 en het eerste lid van artikel 2 beter slechts één artikel vormen dat als volgt zou kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

Ten einde de bescherming van de rechten die de Grondwet en de wet aan de personen verlenen te waarborgen en te zorgen voor de coördinatie en de doelmatigheid van de politie- en inlichtingendiensten, wordt, enerzijds, een Vast Comité van Toezicht op de politiediensten en, anderzijds, een Vast Comité van Toezicht op de inlichtingendiensten ingesteld.

Aan elk van die comités wordt een Dienst Enquêtes verbonden".

Artikel 2.

Zoals de tekst van het tweede lid geredigeerd is, blijkt het toezicht uitgesloten te zijn in drie gevallen :

1Ewanneer het zou moeten worden uitgeoefend op "de handelingen en beslissingen die deel uitmaken van de openbare vordering voor wat betreft de uitvoering van de straffen" [9];

[9]Met de woorden "voor wat betreft de uitvoering van de straffen" die ontleend zijn aan artikel 1 van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering wordt in feite onnodig herhaald wat vervat ligt in het woord "openbare" dat de vordering nader bepaalt. Bovendien zijn die woorden verouderd (zie Franchimont, Jacobs en Masset, "Manuel de procédure pénale", Luik, édition du Jeune Barreau, 1989, blz. 35 en volgende, en de noot 2, blz. 35).

2Ewanneer het betrekking zou hebben op de gerechtelijke overheden zelf;

3Ewanneer het betrekking zou hebben op de daden die de gerechtelijke overheden stellen.

Het is de vraag of het eerste geval van uitsluiting van het toezicht wel volkomen beantwoordt aan de algemene strekking van het voorontwerp daar men hiermede lijkt te willen bekomen dat enige daad die een officier of een agent uit eigen beweging zou stellen bij het onderzoek van de strafbare feiten aan het toezicht ontsnapt.

Anderzijds lijkt de uitsluiting van de daden gesteld door de gerechtelijke overheden reeds voort te vloeien uit de uitsluiting van het toezicht op die overheden zelf.

De Raad van State vraagt zich af of men met de volgende tekst niet kan volstaan om de bedoelingen van de stellers van het voorontwerp op een eenvoudiger wijze weer te geven :

"Artikel 2.-

Het toezicht dat door deze wet wordt georganiseerd heeft geen betrekking op de gerechtelijke overheden en evenmin op de handelingen die zij bij de uitoefening van de openbare vordering stellen. De inspecties en het toezicht die door of krachtens andere wetten worden geregeld, worden er niet door vervangen".

Artikel 3.

1. Het procédé dat in het voorontwerp is gehanteerd bij de omschrijving van de politiediensten en de inlichtingendiensten, bestaat er ten dele in een opsomming te geven van politiekorpsen of diensten, en ten dele de andere op te nemen in een definitie die als een algemene definitie bedoeld is.

Dit procédé kan, afgezien van de opgaaf van de diensten die gewoonlijk als politiediensten en inlichtingen-diensten worden aangemerkt, tot verwarring leiden.

Daar het praktisch onmogelijk is een volledige en limitatieve opsomming te geven van de bedoelde diensten (in de memorie van toelichting komt men tot zestig op dit ogenblik) zou het beter zijn die weg zo weinig mogelijk te bewandelen.

2. Volgens 2E omvatten de inlichtingendiensten "het bestuur van de Veiligheid van de Staat ..., de algemene dienst inlichtingen en veiligheid van het Ministerie van Landsverdediging" en "hun leden" en "elke openbare dienst, de leden van deze diensten ...".

Uit die tekst moet de vermelding van de leden van die diensten worden geweerd omdat er geen personen zijn die aan die omschrijving beantwoorden.

Voorts bestaat er geen andere inlichtingendienst dan die van de Veiligheid van de Staat en die welke ressorteert onder de Minister van Landsverdediging, waarvan de juiste benaming als volgt luidt : "Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid". Mocht de wetgever de bedoeling hebben de ontworpen tekst toepasselijk te maken op inlichtingen- of veiligheidsdiensten die later zouden worden ingesteld, dan zou de ontworpen tekst moeten worden gewijzigd.

Er is dus geen reden om te spreken van "elke openbare dienst".

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 3.-

In deze wet wordt verstaan onder :

1E"politiediensten", naast de gemeentepolitie, de gerechtelijke politie bij de parketten en de rijkswacht, de diensten die ressorteren onder openbare overheden en instellingen van openbaar nut, waarvan de leden met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie of agent van gerechtelijke politie zijn bekleed;

2E"inlichtingendiensten", het bestuur van de Veiligheid van de Staat van het Ministerie van Justitie en de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van het Ministerie van Landsverdediging.

Voor de toepassing van deze wet worden met de politiediensten gelijkgesteld, de personen die individueel

.../...

bevoegd zijn om strafbare feiten op te sporen en vast te stellen".

Artikel 4.

1. Misschien rijst er een bezwaar van praktische aard tegen het feit dat de twee door het voorontwerp in het leven geroepen vaste comités en hun respectieve enquêtediensten verder in het ontwerp met dezelfde benaming worden aangeduid. Het komt de Regering en de Wetgevende Kamers toe te oordelen of de uitdrukking "het Vaste Comité" moet worden aangevuld met een herkenningsteken, bijvoorbeeld met een letter. Duidelijkheidshalve zal verderop in dit advies, het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten, het "Vast Comité P" worden genoemd en zal het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingendiensten, het "Vast Comité I" worden genoemd.

2. In de tekst van het eerste lid wordt de bedoeling van de stellers van het voorontwerp, zoals die in de memorie van toelichting is uitgedrukt, niet precies weergegeven. Het zou beter zijn te schrijven : "... allen afwisselend benoemd door de Kamer van Volksvertegenwoordigers en door de Senaat".

3. Het zou beter zijn dat de laatste zin van het eerste lid als volgt wordt geredigeerd : "De eerste benoe

mingen worden verricht door de Kamer van Volksvertegenwoordigers".

4. In het derde lid is er geen reden om de meervoudsvorm te gebruiken noch in 1E noch in 4E. Men schrijve derhalve in de Franse tekst "1E être Belge [10];" en in de Nederlandse tekst "4E zijn woonplaats ...".

5. Het zou beter zijn de uitdrukking "domeinen verwant met", die in 5E voorkomt en bijzonder vaag is, te preciseren.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"5E een ervaring hebben van ten minste vijf jaar in gerechtelijke, administratieve of wetenschappelijke functies die verband houden met de werkkring van de politie- of inlichtingendiensten".

6. In het vierde lid geven de indieners van het voorontwerp een zeer volledige opsomming van de vergaderingen waarvan de leden of hun plaatsvervangers geen deel mogen uitmaken en preciseren zij dat die personen geen "bij verkiezing verleend openbaar mandaat (mogen) uitoefenen".

[10] In het Frans wordt hier een hoofdletter geschreven.

Het lijkt eenvoudiger te schrijven :

"De leden en hun plaatsvervangers mogen geen bij verkiezing verleend openbaar mandaat uitoefenen".

Noch in de tekst van het voorontwerp, noch in de tekst die zoëven werd voorgesteld, geldt de onverenigbaarheid voor de personen die sommige belangrijke openbare ambten uitoefenen die niet bij verkiezing zijn verleend, bijvoorbeeld voor een lid van de nationale regering dat geen zitting heeft in het Parlement, voor een provinciegouverneur, een buiten de gemeenteraad benoemde burgemeester.

Er is geen verklaarbare reden waarom in het tweede gedeelte van het vierde lid, dat overigens nogal verwarrend klinkt, het bijvoeglijk naamwoord "bezoldigde" gebezigd is daar, indien de betrekking of de activiteit de onafhankelijkheid van het ambt in gevaar dreigt te brengen, het weinig ter zake doet of de activiteit bezoldigd is.

Er wordt bijgevolg voorgesteld in een vijfde lid te schrijven :

"Zij mogen geen openbare of particuliere betrekking of activiteit uitoefenen die de onafhankelijkheid of de waardigheid van het ambt in gevaar zou kunnen brengen. Zij mogen geen lid zijn van het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingendiensten, van een politiedienst of van een inlichtingendienst".

De vorenstaande opmerkingen en tekstvoorstellen gelden mutatis mutandis voor artikel 26.

Artikel 5.

1. Het eerste lid, eerste zin, moet in verband worden gebracht met artikel 54, luidens hetwelk voor de leden van de Vaste Comités hetzelfde statuut en dezelfde pensioenregeling geldt als die van een raadsheer in het Rekenhof. Men kan zich afvragen of de nadere bepaling met betrekking tot de voltijdse functie nog wel noodzakelijk is gelet op wat er in artikel 54 wordt bepaald. In ieder geval zou het zonderling zijn dat ook de functie van plaatsvervanger een voltijdse functie zou zijn.

Er wordt bijgevolg in overweging gegeven de precisering in artikel 5 weg te laten en in de eerste zin te schrijven :

"De leden van het Vast Comité P en hun plaatsvervangers worden benoemd voor een termijn van vijf jaar die eenmaal kan worden vernieuwd".

2. Het zou beter zijn de eerste zin van het derde lid als volgt te redigeren :

"Het mandaat waarvan de uitoefening door een lid wordt beëindigd, wordt voltooid door zijn plaatsvervanger".

Dezelfde opmerkingen gelden voor artikel 27.

Artikel 6.

Paragraaf 1.

1. Aangezien het verdelen van de bevoegdheden onder de verschillende ministers niet tot de bevoegdheid van de wetgever doch van de Koning behoort, is het raadzaam de bevoegde ministers niet met hun titel maar met hun bevoegdheid aan te duiden. Men schrijve bijvoorbeeld in 1E : "de Minister tot wiens bevoegdheid het Hoog Comité van Toezicht behoort, voor de Dienst Enquêtes van het Hoog Comité van Toezicht;".

2. Het zou beter zijn in 3E, a, te schrijven : "de uitvoering door de politiediensten van de opdrachten van gerechtelijke politie en van administratieve politie wanneer ze betrekking hebben op de vreemdelingen".

Er bestaat immers geen "vreemdelingenpolitie" als zodanig meer.

3. De uitdrukking "l'exercice, par la gendarmerie, des missions de sûreté de l'Etat", die in de Franse tekst van 3E, c, voorkomt, is ongeschikt. Het zou beter zijn, zoals in de memorie van toelichting, te schrijven : "l'exercice, par la gendarmerie, de missions qui se rapportent à la

sûreté de l'Etat". In de Nederlandse tekst schrijve men dan : "de uitoefening, door de rijkswacht, van opdrachten die de veiligheid van de Staat betreffen".

Paragraaf 2.

Het zou beter zijn in 2E de formulering over te nemen van artikel 1 van de wet van 7 april 1919 tot instelling van rechterlijke officieren en agenten bij de parketten en te schrijven "de procureur des Konings, voor de rechterlijke officieren en agenten wier verblijf in zijn arrondissement is gevestigd".

*

* *

Sommige van de hiervoren gemaakte opmerkingen zijn automatisch van toepassing op artikel 28.

Onderafdeling III.

Om ieder misverstand te voorkomen, zou het opschrift niet "Bevoegdheden" doch "Opdrachten" moeten luiden. De leden van de Vaste Comités hebben immers geen rechterlijke bevoegdheden.

Dezelfde opmerking geldt voor het opschrift van onderafdeling III van afdeling I van hoofdstuk III.

Artikel 7.

Het zou beter zijn de tekst als volgt te redigeren :

"Het Vast Comité P treedt op ofwel uit eigen beweging, ofwel op verzoek van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat, de bevoegde minister of de bevoegde overheid".

In de Nederlandse tekst schrijve men : "Kamer van Volksvertegenwoordigers".

Dezelfde opmerkingen gelden voor artikel 29.

Artikel 8.

1. In het eerste lid moeten de woorden "In het kader van haar opdracht" als overbodig vervallen.

2. In hetzelfde eerste lid wordt voorgesteld te schrijven : "Het Vast Comité P stelt onderzoeken in naar de activiteiten en de werkwijzen van de politiediensten, naar de reglementen en richtlijnen van de politiediensten, alsmede naar alle documenten die de handelwijze van de leden van de politiediensten regelen, met uitzondering van de richtlijnen inzake het opsporings- en vervolgingsbeleid en

inzake het beleid met betrekking tot de administratieve politie".

3. De Franse tekst van het eerste lid zou nauwkeuriger zijn en zou trouwens beter overeenstemmen met de Nederlandse tekst als een uitzondering werd gemaakt voor "les directives en matière de politique de recherche et de poursuite des infractions et en matière de politique se rapportant à la police administrative".

4. De dagelijkse orders die tot een bijzondere categorie documenten behoren die bij Landsverdediging gebruikt worden, zijn stellig begrepen in de in de tekst vermelde documenten. Het ware nochtans nuttig dit in de memorie van toelichting te bevestigen.

5. Artikel 8 en artikel 12 verlenen beide een onderzoeksbevoegdheid, het ene aan het Vast Comité, het andere aan de Dienst Enquêtes.

Het zou wenselijk zijn dat de Regering en de wetgever de respectieve bevoegdheden van het Comité, enerzijds, en die van de Dienst Enquêtes, anderzijds, nauwkeuriger afbakenen.

6. Het lijkt verkieslijk te zijn het onderzoek niet alleen in te stellen naar de activiteiten maar ook naar de werkwijzen van de politiediensten.

7. Om verwarring te vermijden zou het verkieslijk zijn in het tweede lid te schrijven : "Het Vast Comité bezorgt aan de bevoegde minister of, naargelang het geval, aan de bevoegde overheid, een verslag betreffende elke opdracht".

8. Het zou beter zijn in het derde lid in symmetrie met het eerste lid te schrijven : "In dat verslag staan de conclusies over de teksten, de activiteiten of de werkwijzen die de in artikel 1 vermelde doelstellingen in het gedrang zouden kunnen brengen".

9. In het vierde lid lijkt het vreemd dat het Vast Comité het initiatief kan nemen tot een gedachtenwisseling met de bevoegde minister aangezien het Comité diens aanwezigheid uiteraard niet kan eisen op dezelfde wijze als de Wetgevende Kamers. Om de twee gevallen die in de tekst liggen besloten goed te onderscheiden wordt dan ook voorgesteld te schrijven :

"De bevoegde minister of de bevoegde overheid kan, over de onderzoeksverslagen, een gedachtenwisseling beleggen met het Vast Comité P. Dit Comité kan zelf voorstellen dat een dergelijke gedachtenwisseling wordt belegd".

Dezelfde opmerkingen gelden, mutatis mutandis, voor artikel 30.

Artikel 9.

1. De bepalingen onder 1E en 3E staan, ofwel in de Franse tekst, ofwel in de Nederlandse tekst, in omgekeerde volgorde.

2. In de Nederlandse tekst zouden, zoals in de Franse tekst, de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat met name moeten worden genoemd [11].

3. In de Franse tekst schrijve men in de inleidende volzin en in 2E : "La Chambre des Représentants" (1).

4. In 1E (F) en 3E (N) zou de laatste volzin moeten worden weggelaten omdat elke vergadering de zorg voor het regelen van de bekendmaking van het verslag op zich behoort te nemen (1).

Artikel 9bis.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

[11]Dezelfde opmerking geldt voor artikel 31.

"Teneinde hun besluiten van algemene aard voor te bereiden kunnen de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat elk onderzoeksdossier laten overzenden volgens de regels en onder de voorwaarden die zij bepalen, en die er onder meer op zijn gericht de vertrouwelijke aard van de dossiers veilig te stellen".

Artikel 31bis zou op dezelfde wijze moeten worden gesteld.

Artikel 10.

Men ziet niet goed in dat het Vast Comité P de minister kan verplichten advies uit te brengen "binnen een termijn die het redelijk acht".

Mocht het in de bedoeling liggen van de stellers van het voorontwerp het de bevoegde minister of de bevoegde overheid onmogelijk te maken de bekendmaking van een verslag of van de conclusies van een verslag te verhinderen door het overzenden van hun advies tot in het oneindige uit te stellen, dan bestaat de enig denkbare oplossing erin dat de wet zelf bepaalt bij het verstrijken van welke termijn het Vast Comité eraan kan voorbijgaan.

2. In de Franse tekst zou het meer in overeenstemming zijn met de in de memorie van toelichting uitgedrukte bedoeling te schrijven "divulguer" in plaats van "rendre public" dat een veel algemenere strekking heeft.

In de Nederlandse tekst zou het beter zijn het slot van het artikel als volgt te stellen : "... volgens de regels die het bepaalt".

Dezelfde opmerkingen gelden voor artikel 32.

Artikel 11.

In het tweede lid zou het verkieslijk zijn te schrijven "Wanneer zij (...) een opdracht van gerechtelijke politie vervullen ..." en, verder, "... onder het toezicht van de procureur-generaal bij het Hof van beroep of de auditeur-generaal bij het Militair Gerechtshof.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 33, tweede lid.

Artikel 12.

Voorgesteld wordt het artikel in te delen in drie leden en het als volgt te stellen :

"In opdracht van het Vast Comité P of uit eigen beweging, en in dit geval licht hij daarover zonder verwijl de voorzitter van het Vast Comité P in, houdt de Dienst Enquêtes voor de politiediensten, hierna genoemd "de Dienst Enquêtes P", door onderzoeken in te stellen, toezicht op de werking van de politiediensten.

De dienst onderzoekt de klachten en aangiften van particulieren die rechtstreeks betrokken zijn geweest bij het optreden van een politiedienst. Elke ambtenaar, elke persoon die een openbaar ambt uitoefent en elk lid van de krijgsmacht die of dat rechtstreeks betrokken is bij richtlijnen, beslissingen of toepassingsregels daarvan alsmede bij werkwijzen of handelingen, kan klacht indienen of aangifte doen zonder daartoe machtiging te moeten vragen aan zijn chefs of aan zijn hiërarchische meerderen.

Uit eigen beweging of op vordering van de bevoegde procureur des Konings, krijgsauditeur of onderzoeksrechter, stelt de Dienst, samen met de andere officieren en agenten van gerechtelijke politie en zelfs met een recht van voorrang op deze, de onderzoeken in naar de misdaden en wanbedrijven die ten laste worden gelegd van de leden van de politiediensten".

Bij de voorgestelde tekst behoren de volgende korte opmerkingen te worden gemaakt :

1. In het tweede lid (2E van het voorontwerp), is gepreciseerd waarbij de ambtenaar, de persoon die een openbaar ambt uitoefent en de militair betrokken zijn.

2. Hetzelfde lid heeft noodzakelijk tot doel, zonder de machtiging van de chef of hiërarchische meerdere, de aangifte mogelijk te maken van een feit dat geen strafbaar feit oplevert. Het is duidelijk dat de bepaling a contrario

.../...

niet zo zou mogen worden verstaan dat zij afwijkt van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering en, bovendien, van artikel 19 van het voorontwerp zelf. Het ware misschien goed dit in de memorie van toelichting te preciseren.

3. Het is ook duidelijk dat artikel 34 naar het model van de hierboven voorgestelde tekst zou moeten worden gesteld.

Artikel 13.

1. Het zou logischer zijn de verschillende leden van het artikel als volgt te rangschikken :

- het derde lid wordt het eerste lid;
- het eerste lid wordt het tweede lid;
- het zesde lid wordt het derde lid;
- het vijfde lid wordt het vierde lid;
- het vierde lid wordt het vijfde lid;
- het tweede lid wordt het zesde lid.

2. Het zou verkieslijk zijn in het eerste lid (dat het tweede wordt) te schrijven : "voor een termijn van vijf jaar die eenmaal vernieuwbaar is".

3. Het zou verkieslijk zijn in het tweede lid (dat het zesde wordt) te schrijven : "Hij kan door het Vast Comité P worden ontslagen".

4. De formulering van het derde lid (dat het eerste lid wordt) zou moeten worden verbeterd. Het zou volstaan te schrijven : "... indien hij niet gedurende vijf jaar magistraat of lid van een politiedienst is geweest of indien hij als ambtenaar geen nuttige ervaring van ten minste vijf jaar kan doen gelden in ambten die in verband staan met de activiteiten van de politie- of inlichtingendiensten".

5. Het zou beter zijn in het vierde lid (dat het vijfde wordt) volgens de gebruikelijke formulering te schrijven : "Hij behoudt zijn rechten op bevordering en op weddeverhoging".

6. In verband met het vijfde lid (dat het vierde wordt) stelt de Raad van State zich de vraag of de gebruikte formulering, door de bijzonder vage bewoordingen waarin zij is gesteld, geen aanleiding dreigt te geven tot een beoordeling die de gegadigden niet de nodige waarborgen inzake objectiviteit biedt.

Bovendien kan worden getwijfeld aan de bestaanbaarheid ervan met artikel 61, § 1, van het voorontwerp, dat ertoe strekt de gecoördineerde wetten op het gebruik van talen in bestuurszaken toepasselijk te maken op de "Enquêtediensten", en zodoende op de oversten ervan.

7. Het zesde lid (dat het derde wordt) zou op de gebruikelijke wijze moeten worden gesteld met name als volgt :

"Alvorens zijn ambt te aanvaarden, legt het hoofd van de Dienst Enquêtes P in handen van de voorzitter van het Vast Comité P, de bij artikel 2 van het decreet van 30 juli 1831 voorgeschreven eed af".

8. De gemachtigden van de Regering zijn het ermee eens dat het artikel een leeftijdsvoorwaarde zou moeten stellen.

Dezelfde opmerkingen gelden voor artikel 35.

Artikel 14.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Het hoofd van de Dienst Enquêtes P leidt die dienst en verdeelt er de taken.

Hij staat in voor de betrekkingen met het Vast Comité P waarvan hij de opdrachten in ontvangst neemt en waaraan hij de verslagen toezendt.

Hij staat in voor de betrekkingen met de gerechtelijke overheden waarvan hij de vorderingen in ontvangst

neemt en waaraan hij de in artikel 19 bedoelde processen-verbaal toezendt.

Artikel 36 zou naar het voorbeeld van de voor artikel 14 voorgestelde tekst moeten worden gesteld.

Artikel 15.

1. Het zou beter zijn het eerste en het tweede lid als volgt te stellen :

"Behoudens de in de artikelen 12, 3E, en 19 bedoelde gevallen, licht het hoofd van de Dienst Enquêtes P de bevoegde minister en de bevoegde overheid er over in dat een onderzoek wordt ingesteld.

Hij zendt na afloop van elke onderzoeksopdracht een verslag toe aan het Vast Comité P".

2. Gezien het aantal te verwachten "gevallen (...) bedoeld in artikelen 12, 3E, en 19", zou de in het derde lid gestelde beperking in de praktijk wel eens uitermate belangrijk kunnen zijn. Zij is ook niet erg verstaanbaar wanneer men haar in verband brengt met artikel 57 dat betrekking heeft op het beroepsgeheim waaraan de leden van de Vaste Comités gebonden zijn. Het is bovendien vreemd dat het hoofd van de Dienst Enquêtes op willekeurige wijze kan uitmaken welke "informatie (...) nuttig is voor de uitoefening door het Vast Comité van haar opdrachten".

Er is tenslotte enige tegenstelling tussen het derde lid van artikel 15 en artikel 9bis op grond waarvan de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat "elk onderzoeksdossier" kunnen laten overzenden, wat zou kunnen laten veronderstellen dat de Kamer en de Senaat beter zouden kunnen ingelicht zijn over de activiteiten van de Dienst Enquêtes P dan het Vast Comité P zelf.

Het zou dus beter zijn het artikel te herzien en het te preciseren.

Dezelfde opmerkingen gelden voor artikel 37.

Artikel 16.

1. In het tweede lid wordt niet aangegeven welk administratief statuut en welke bezoldigingsregeling de personeelsleden zullen hebben in wier detachering het voorziet. Zoals in de memorie van toelichting wordt gesteld, kan het weliswaar zo worden beschouwd dat in de bevoegdheid van het Vast Comité om de leden van de Dienst Enquêtes te benoemen en te ontslaan de bevoegdheid ligt besloten om hun statuut vast te stellen. Het zou nochtans aangewezen zijn dat de wetgever zelf de kernpunten van dit statuut vaststelt en met name de rechten welke de personeelsleden behouden wat hun toestand betreft in hun bestuur van herkomst waaruit zij slechts gedetacheerd zullen zijn.

De volgende redactie wordt voorgesteld, met dien verstande dat zij behoort te worden aangevuld met de statutaire

gegevens waarvan zoëven sprake was :

"Ten minste de helft van de leden worden, voor een vernieuwbare termijn van vijf jaar, gedetacheerd uit een politiedienst of uit een bestuur waarin zij ten minste vijf jaar ervaring hebben opgedaan in ambten die verband houden met de activiteiten van de politie- of inlichtingendiensten".

2. Het zou beter zijn het derde lid als volgt te stellen :

"De leden van de Dienst Enquêtes leggen dezelfde eed af als het hoofd van de dienst".

Dezelfde opmerkingen gelden voor artikel 38.

Artikel 18.

Het artikel dat hoofdzakelijk betrekking heeft op de bevoegdheid van het Vast Comité P om geen gevolg te geven aan de klachten en aangiften en waarin de overdracht van die bevoegdheid aan het hoofd van de Dienst Enquêtes slechts in tweede instantie wordt vermeld, staat niet op zijn plaats in afdeling II.

Naar aanleiding hiervan dient te worden opgemerkt dat geen enkele bepaling van afdeling I, onderafdeling III, het Vast Comité P er uitdrukkelijk mee belast de klachten in ontvangst te nemen welke de Dienst Enquêtes luidens arti

kel 12, 2E, "onderzoekt". Daar ligt in de opvatting van het voorontwerp een anomalie besloten die de indruk zou kunnen wekken dat de bevoegdheid van het hoofd van de Dienst Enquêtes aanzienlijker zijn dan ze lijken [12].

Onder dit voorbehoud zou het beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"Onder voorbehoud van artikel 19, kan het Vast Comité P besluiten geen gevolg te verlenen aan een klacht of een aangifte die kennelijk niet gegrond is [13]. Hij kan die bevoegdheid overdragen aan het hoofd van de dienst.

De beslissing wordt gemotiveerd. Zij wordt ter kennis gebracht van de partij die de klacht heeft neergelegd of de aangifte heeft gedaan".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 39.

Artikel 19.

Het eerste lid wijkt af van artikel 29, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering. De wetgever is uiteraard bevoegd om in deze afwijking te voorzien en hij

[12]Zie in dezelfde zin, opmerking 2 bij artikel 15 en de opmerking bij artikel 23.

[13]Die verduidelijking, die wordt aangebracht door de memorie van toelichting, dient uiteraard ook in de tekst zelf te worden opgenomen.

heeft daarvan reeds gebruik gemaakt voor sommige ambtenaren van fiscale besturen, in het tweede lid van artikel 29, dat zelf is ingevoegd door artikel 107 van de wet van 4 augustus 1986.

Het zou beter zijn, gedeeltelijk naar het voorbeeld van het voormelde artikel 29, eerste lid, te schrijven :

"Wanneer een lid van de Dienst Enquêtes kennis draagt van een misdaad of van een wanbedrijf, maakt hij daarvan een proces-verbaal op dat door het hoofd van de Dienst Enquêtes onverwijld wordt toegezonden aan de procureur des Konings, aan de krijgsauditeur of aan de onderzoeksrechter, naargelang het geval.

Het hoofd van de Dienst Enquêtes stelt de persoon die de klacht heeft ingediend of de aangifte heeft gedaan, of de overheid van wie het verzoek aan het Vast Comité P is uitgegaan, daarvan in kennis".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 39bis.

Artikel 20.

1. Wat zijn plaats betreft, behoort bij het artikel dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke bij artikel 18 werd geformuleerd. Ook dit artikel zou beter in onderafdeling III van afdeling I staan, aangezien het be

trekking heeft op mededelingen die worden gedaan opdat het Vast Comité P zijn opdracht kan vervullen.

2. De Franse tekst en de Nederlandse tekst van het tweede lid stemmen niet met elkaar overeen. In de Nederlandse tekst ontbreekt trouwens een volledige zin die niet zonder belang is.

Dezelfde opmerkingen gelden voor artikel 40.

Afdeling III.

Het opschrift van afdeling III is niet helemaal in overeenstemming met de inhoud ervan. Het zou beter zijn te schrijven "Onderzoeksprocedures".

Dezelfde opmerking geldt voor afdeling III van hoofdstuk III.

Artikel 22.

Paragraaf 1.

Het eerste lid gaat over het verhoor van personen "met eerbiediging van de onschendbaarheden en de voorrang van rechtsmacht, bepaald door of krachtens de Grondwet en de wetten".

Deze formulering is erg vaag.

De gemachtigden van de Regering hebben geen uitleg kunnen verschaffen die een juist begrip ervan mogelijk kan maken.

De zin is bovendien slecht geredigeerd in het Nederlands en het Frans.

Het lid moet volledig worden herzien.

In elk geval moet in het eerste deel van de zin worden geschreven : "Het Vast Comité P en de leden van de Dienst Enquêtes horen elke persoon van wie zij het verhoor noodzakelijk achten ...".

Paragraaf 2.

1. In het eerste lid zou moeten worden verwezen naar artikel 934, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek door te schrijven : "Die leden moeten getuigen na de eed te hebben afgelegd die is bepaald in artikel 934, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek".

2. In het tweede lid is de formule : "Het Vast Comité kan hen verplichten ..." niet erg geslaagd. Voorgesteld wordt te schrijven :

"De leden van de politiediensten zijn verplicht geheimen waarvan zij kennis dragen, aan het Vast Comité P

.../...

bekend te maken, behalve indien ze betrekking hebben op een lopend opsporings- of gerechtelijk onderzoek.

Als het lid van de politiedienst van oordeel is dat hij het geheim waarvan hij kennis draagt, moet bewaren omdat een persoon door de bekendmaking ervan fysiek gevaar zou kunnen lopen, wordt de kwestie voorgelegd aan de voorzitter van het Vast Comité P, die uitspraak doet".

Paragraaf 3.

Er wordt niet bepaald dat de deskundigen of de tolken de eed moeten afleggen. Men kan zich afvragen of die weglating met opzet is geschied terwijl de verwijzing in paragraaf 4 naar artikel 9 van de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek, zo'n eedaflegging lijkt te impliceren.

Paragraaf 4.

1. In het eerste lid schrijve men in de Franse tekst "la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires est applicable ...".

2. Het tweede en het derde lid moeten in omgekeerde volgorde komen.

Dezelfde opmerkingen gelden voor artikel 42, § 4.

3. In het derde lid zijn de woorden "of zijn plaatsvervanger" niet gelukkig gekozen omdat ze zouden kunnen doen geloven dat de voorzitter, als hij verhinderd is, gemachtigd zou zijn om zich te laten vervangen door een lid van het Comité en niet door de ondervoorzitter.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 25, tweede lid, en voor artikel 42, § 4, derde lid.

Artikel 23.

Zoals andere bepalingen is ook het tweede lid het resultaat van een weinig duidelijke visie op de taakverdeling tussen het Vast Comité en de Dienst Enquêtes. De hiërarchische verhouding volgens welke het Comité blijkbaar boven de Dienst Enquêtes moet staan, zou enerzijds vereisen dat de in artikel 8, eerste lid, bedoelde teksten veeleer aan het Vast Comité dan aan het hoofd van de Dienst Enquêtes worden bezorgd en, anderzijds, dat heel het lid wordt overgebracht naar onderafdeling III van afdeling I en bijvoorbeeld naar artikel 8, wat voor dat lid een des te logischer plaats zou zijn omdat het eerste lid van dat artikel precies betrekking heeft op het recht van het Vast Comité om een onderzoek in te stellen naar de interne reglementen en richtlijnen van de politiediensten.

De redactie zelf van de bepaling zou beter als volgt luiden :

"De politiediensten bezorgen uit eigen beweging aan het Vast Comité P de interne reglementen en richtlijnen, alsook alle documenten die de handelwijze van de leden van die diensten regelen. Het Vast Comité is ertoe gerechtigd alle teksten die het noodzakelijk acht voor het vervullen van zijn opdracht, te laten overleggen" [14].

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 43.

Artikel 24.

De Nederlandse tekst van dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Elk lid van een politiedienst dat een wanbedrijf of een misdaad gepleegd door een ander lid van een politiedienst vaststelt, maakt daarover een informatief verslag op en bezorgt dat binnen vijftien dagen aan het hoofd van de Dienst Enquêtes".

[14] Het voorstel is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 23, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en van artikel 16, tweede lid, van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State.

Artikel 25.

Eerste lid.

De leden van de Dienst Enquêtes hebben krachtens artikel 17 de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, met alle plichten en alle prerogatieven die het Wetboek van Strafvordering daaraan verbindt. Daarom kan het eerste lid maar onduidelijkheid scheppen voor de lezer die zou proberen er een eigen betekenis in te vinden. Het zou beter zijn het te schrappen.

Tweede lid.

In het tweede lid worden de beperkingen die in artikel 22, § 2, tweede lid, staan voor het geval dat het bekendmaken van een geheim van die aard zou zijn dat een persoon fysiek gevaar loopt, niet herhaald. Nu lijkt zo'n gevaar ook te bestaan bij inbeslagneming van documenten.

Bovendien bevat de bepaling, dit eveneens in tegenstelling tot datzelfde artikel 22, § 2, tweede lid, evenmin een beperking in verband met documenten die betrekking zouden hebben op een lopend opsporings- of gerechtelijk onderzoek.

Dezelfde opmerkingen gelden voor artikel 4.

Artikel 28.

Naast de soortgelijke opmerkingen die zijn geformuleerd bij artikel 6, zijn bij het artikel nog de volgende opmerkingen te maken :

1. In de inleidende zin moeten in de Franse tekst de woorden "de la loi" vervallen.

2. De bepaling onder 3E is zinloos om de redenen die zijn uiteengezet bij artikel 6.

ONDERAFDELING III.

Het opschrift moet worden gewijzigd zoals is voorgesteld voor het opschrift van onderafdeling III van afdeling I van hoofdstuk II.

Artikel 29.

Het artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Het Vast Comité I treedt op ofwel uit eigen beweging, ofwel op verzoek van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat of de bevoegde minister".

Artikel 30.

Het zou niet mogen dat het derde lid in die zin kan worden begrepen dat de wet stilzwijgend het feit zou erkennen dat de inlichtingendiensten bij het verrichten van hun activiteiten onwettige methoden aanwenden. Voorgesteld wordt dat lid als volgt te redigeren, opgesplitst in twee leden :

"In dat verslag staan de besluiten over de teksten, de activiteiten en de werkwijzen van de inlichtingendiensten.

Er wordt in gewezen op de eventuele begane overtredingen en op de handelingen die de in artikel 1 vermelde doelstellingen in het gedrang zouden kunnen brengen".

Artikel 33.

In het tweede lid moet in de Franse tekst "services de renseignements" in plaats van "services de police" worden geschreven.

Artikel 42.

In de Franse tekst zou, zoals in de Nederlandse, moeten worden geschreven : "et les membres du service d'enquêtes".

In de Nederlandse tekst zou, zoals in de Franse, moeten worden geschreven : "Het Vast Comité I en ...".

Artikel 45.

Het belangrijkste deel van de in het tweede lid vervatte regel is duidelijk het beleggen van gezamenlijke vergaderingen tweemaal per jaar. Het zou dan ook beter zijn om te schrijven :

"Ze houden ten minste twee keer per jaar gezamenlijke vergaderingen, waarop nadere informatie kan worden uitgewisseld".

Om twee keer het gebruik van het werkwoord "uitwisselen" te voorkomen, kan in het eerste lid dan worden geschreven : "De Vaste Comités verstrekken elkaar informatie over ...".

Artikel 46.

1. De inleidende zin zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Tijdens hun gezamenlijke vergaderingen oefenen de Vaste Comités samen de opdrachten uit die zijn bepaald in ...".

2. Voorgesteld wordt de bepaling onder 1E als volgt te redigeren :

"1Eten aanzien van diensten die zowel politieopdrachten als inlichtingsopdrachten vervullen;".

3. In de bepaling onder 2E moet worden geschreven : "wat betreft de taakverdeling en ...".

4. De bepaling onder 3E zou beter als volgt worden geredigeerd :

"3Evoor elke aangelegenheid die hen wordt voorgelegd ofwel op gezamenlijk verzoek van de Ministers tot wier respectieve bevoegdheden Binnenlandse Zaken, Justitie en Landsverdediging behoren, ofwel op verzoek van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of de Senaat;".

5. In de bepaling onder 4E zou de tekst met de volgende redactie beter uitdrukking geven aan de bedoelingen die de gemachtigden van de Regering hebben uiteengezet :

"4Evoor elke aangelegenheid waarvan elk Vast Comité vindt dat ze niet uitsluitend tot zijn bevoegdheden behoort;".

6. In de bepaling onder 5E zou beter worden geschreven :

"5Evoor elke aangelegenheid die door een Vast Comité voldoende belangrijk wordt geacht om een gezamenlijke vergadering noodzakelijk te maken".

7. Het tweede lid is dubbelzinnig opgesteld omdat het zou kunnen doen geloven dat elk Vast Comité een afzonderlijk verslag opmaakt over elke gezamenlijke vergadering. Die mogelijkheid stemt volgens de memorie van toelichting niet overeen met de bedoeling van de stellers van de tekst. Het zou dus beter zijn om te schrijven :

"Tijdens elke gezamenlijke vergadering wordt door de Vaste Comités samen een verslag opgemaakt. In dat verslag kunnen adviezen en aanbevelingen staan. Het wordt opgestuurd zoals is bepaald in de artikelen 8, 9, 30 en 31".

Artikel 48.

Het artikel zou meer in overeenstemming zijn met de in de memorie van toelichting te kennen gegeven bedoelingen en zou juister geredigeerd zijn in de volgende vorm :

"De in vergadering bijeengekomen Vaste Comités kunnen besluiten onderzoeken toe te vertrouwen aan de twee Diensten Enquêtes of aan een ervan. Ze krijgen de verslagen over alle uitgevoerde onderzoeken".

Artikel 49.

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Elk Vast Comité onderzoekt de klachten die erbij worden ingediend door gewezen leden ervan of door gewezen leden van de Diensten Enquêtes die menen dat er jegens hen nadelige maatregelen zijn genomen wegens de functies die ze in de Vaste Comités of in de Diensten Enquêtes hebben vervuld".

Artikel 50.

Eerste lid.

De uitgaven voor de Vaste Comités en de Diensten Enquêtes moeten overeenkomstig de regel van de universaliteit van de begroting die is neergelegd in artikel 115, tweede lid, van de Grondwet, op de rijksbegroting worden gebracht. Het beginsel van de specialiteit van de begroting - dat impliciet in artikel 116 van de Grondwet besloten ligt in zoverre het de overschrijvingen verbiedt - belet dat kredieten die nodig zijn om die uitgaven te dekken, kunnen samenvallen met de kredieten van de Wetgevende Vergaderingen, aangezien de door het ontwerp in het leven geroepen Vaste Comités en Diensten Enquêtes helemaal los staan van die vergaderingen. De bewuste uitgaven moeten dus worden aangewezen op een begrotingsartikel dat daartoe speciaal is ingeschreven op de tabel van de begroting van de dotaties. Niets verbiedt natuurlijk dat de dotaties van de Kamer van

Volksvertegenwoordigers en van de Senaat verminderd worden met het bedrag van de kredieten die geopend worden voor de Vaste Comités en de Diensten Enquêtes, als dat wel degelijk de bedoeling is van de wetgever.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"De kredieten die noodzakelijk zijn voor de werking van de door deze wet opgerichte Vaste Comités en Diensten Enquêtes, worden uitgetrokken op de begroting van de dotaties".

Artikel 51.

De tekst is onvolledig, zoals de gemachtigden van de Regering zelf toegeven. Hij zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Elk Vast Comité benoemt en ontslaat de griffier en de leden van zijn administratief personeel, alsook de personeelsleden van de Dienst Enquêtes.

Het Comité oefent gezag uit over de griffier en over de leden van zijn personeel. Het kan dat gezag geheel of gedeeltelijk overdragen aan zijn voorzitter of, ten aanzien van de leden van zijn personeel, aan de griffier.

Elk hoofd van de Dienst Enquêtes oefent gezag uit over de leden van zijn administratief personeel".

Artikel 53.

In het eerste lid zou het beter zijn te schrijven : "Elk Vast Comité stelt zijn huishoudelijk reglement vast" in plaats van "bepaalt ...".

In het tweede lid schrijve men "Kamer van Volksvertegenwoordigers".

Artikel 54.

Als het werkelijk in de bedoeling van de stellers van het voorontwerp ligt om de leden van de Vaste Comités in elk opzicht gelijk te schakelen met de raadsheren in het Rekenhof, verdient het de voorkeur het artikel zo te redigeren dat uitdrukkelijk wordt verwezen naar de overeenstemmende artikelen van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof.

Artikel 55.

Het zou beter zijn in de Franse tekst te schrijven : "conservation des archives" in plaats van "garde des archives".

Artikel 56.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te redigeren, naar het voorbeeld van artikel 92 van de nieuwe gemeentewet :

"Het is de leden van de Vaste Comités verboden tegenwoordig te zijn bij een beraadslaging of besluit over zaken waarbij zij een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben of waarbij hun bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben".

Artikel 57.

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 458 van het Strafwetboek is op de leden van de Vaste Comités, de griffiers, de leden van de Diensten Enquêtes en heel het administratief personeel van toepassing voor alle feiten waarvan zij in de uitoefening van hun ambt kennis hebben".

Artikel 58.

1. In paragraaf 1 dient te worden geschreven "... tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de overheidsdiensten".

2. Paragraaf 2 zou beter worden geredigeerd als volgt :

"§ 2. De magistraten van de rechterlijke orde kunnen worden benoemd tot lid van het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten en tot lid van het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingendiensten.

Artikel 293 van het Gerechtelijk Wetboek is niet van toepassing op die benoemingen; artikel 308, eerste, tweede, vierde en vijfde lid, en artikel 309 van datzelfde Wetboek zijn erop van toepassing".

Artikel 59.

1. Voorgesteld wordt het eerste lid als volgt te redigeren :

"De voorzitter uitgezonderd, heeft elk Vast Comité evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden".

2. De verwijzing in het tweede lid naar de taalrol waartoe elke voorzitter behoort, zal niet noodzakelijk doeltreffend zijn, met name als de voorzitter een magistraat en geen ambtenaar is. Het zou beter zijn het minder vastomlijnde criterium te hanteren waarvoor is geopteerd in artikel 33 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof en in het eerste lid van artikel 59 zelf :

"Nederlandstalig of Franstalig". Men schrijve dus :

"De voorzitter van een van de Vaste Comités is Nederlandstalig, de voorzitter van het andere Franstalig".

Artikel 60.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"In afwijking van de artikelen 16, tweede lid, en 38, tweede lid, geschieden de eerste benoemingen van de leden van de Diensten Enquêtes door detachering uit een politiedienst, een inlichtingendienst of een overheidsbestuur, mits de in de genoemde bepalingen gestelde voorwaarden inzake ervaring vervuld zijn".

Artikel 61.

Voor zover nodig, wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 13, vijfde lid.

Wat paragraaf 2 betreft, zullen de Regering en de Wetgevende Kamers moeten uitmaken of speciaal een bepaling moet worden gewijd aan de vaststelling van iets dat vanzelf spreekt.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président,
de Heren : voorzitter,

J.-C. GEUS, conseillers d'Etat,
M. LEROY, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlan-daise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. D. BATSELE, auditeur adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. D. BATSELE, adjunctauditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.